

Face à la crise, changeons l'Union européenne !

Une interpellation des candidats aux élections du Parlement européen de 2009

LA CRISE DISQUALIFIE LES POLITIQUES ET LES TRAITÉS DE L'UNION

Alors que les citoyennes et citoyens de l'Union européenne vont être appelés à élire leur parlement, une crise financière, économique, sociale et écologique sans précédent déferle sur le monde. Elle étale au grand jour la faiblesse de l'Union et la responsabilité de ses dirigeants.

Une autre Europe pourrait, avec ses atouts sociaux, technologiques, éducatifs, diplomatiques, concourir à la résolution des défis du XXI^e siècle. Mais, verrouillée dans les principes et les dogmes néolibéraux de ses traités – ceux-là mêmes qui ont précipité le monde dans la crise globale –, l'Union européenne se révèle incapable de faire face à la situation. Ce sont précisément ces politiques libérales menées par l'Union et par les États qu'il convient, plus que jamais, de combattre.

POUR UNE EUROPE DE LA SOLIDARITÉ

Les Attac d'Europe considèrent qu'aucune construction européenne durable ne pourra se faire sans respecter les principes de dignité humaine, de démocratie, de justice économique et sociale, de solidarité, de refus de toute forme de discrimination, de recherche de la paix et d'un développement écologiquement soutenable. Or, la construction européenne actuelle est aux antipodes de ces principes. Elle est fondée, de traité en traité, sur les principes du « marché libre » et de la concurrence « libre et non faussée » entre les systèmes sociaux et fiscaux des pays membres de l'Union. Alors que les droits sociaux – limités – leur restent subordonnés, le droit des affaires et les mouvements des biens, des services et des capitaux jouissent d'une priorité sans entrave. Par conséquent, le dumping salarial et social, la concurrence fiscale, l'abandon des droits du travail sont organisés et se généralisent.

POUR UNE EUROPE DÉMOCRATIQUE

Let's tackle the crisis and change the European Union!

An appeal to candidates for the 2009 European Parliament elections

THE CRISIS DISQUALIFIES THE EUROPEAN UNION'S POLICIES AND TREATIES

As the citizens of the European Union (EU) are called to elect their Parliament, an unprecedented financial, economic, social and environmental crisis is spreading over the world. It reveals both the weakness of the EU and the responsibility of its leaders.

Another Europe - with all its social, technological, educational and diplomatic assets – could cope with the many challenges of the 21st century. But the EU, locked into the neoliberal principles and dogma of its treaties – the very same precipitating the global crisis - has shown itself incapable of handling the situation. Precisely these liberal policies pursued by the EU and the member states should be fought, more than ever.

FOR A EUROPE OF SOLIDARITY

ATTAC groups in Europe believe that any lasting European construction will have to respect the principles of human dignity, democracy, economic and social justice, solidarity, anti-discrimination, the search for peace, and environmentally sustainable growth. However, the current European establishment is diametrically opposed to these principles. From one treaty to the next, it has been built on the principles of “free market” and “free and undistorted competition” between the social and fiscal systems in the member states. While the – limited – social rights are subordinate to these principles, the rights of business, the free movement of goods, services and capital benefit from absolute priority. As a result salary and social dumping, fiscal competition, and the abandoning of labor rights are organized and spreading.

Les Attac d'Europe veulent que les prochaines élections de juin 2009 soient l'occasion d'ouvrir un vaste débat citoyen et de souligner la nécessité d'une refondation du projet européen, d'autant plus urgente au vu de la situation sociale au sein de l'Union et des enjeux écologiques touchant la planète dans son ensemble.

Après le rejet par référendum du Traité constitutionnel en France et aux Pays-Bas, les dirigeants européens ont rédigé, quasiment à l'identique, le traité de Lisbonne, que les parlements nationaux ont ratifié sans consulter les peuples. Les Irlandais, seuls autorisés à se prononcer par référendum, l'ont repoussé, mais ils seront contraints de revoter avant la fin de 2009, et cela avec la bénédiction du Parlement européen. Or, le parlement que nous allons élire doit être le garant du respect de l'avis exprimé démocratiquement par les peuples.

Ces élections constitueront pour les Attac d'Europe, un moment privilégié pour proposer les bases d'une « autre Europe », démocratique, solidaire et écologique.

Le Parlement européen

Le Parlement est la seule institution de l'Union européenne qui soit issue du suffrage universel, ses membres étant élus tous les cinq ans depuis 1979. C'est dire l'importance d'un tel vote, et du débat citoyen que la campagne peut créer.

Tout en ayant été sensiblement accru d'un traité à l'autre par l'extension de la codécision, le pouvoir du Parlement reste limité. Il est tenu à l'écart de domaines tels que la politique étrangère et de sécurité, la politique monétaire, le contrôle du mouvement des capitaux, les droits de douane. De plus, il ne décide pas de l'impôt et ne dispose pas du droit d'initiative législative, réservé à la Commission européenne à laquelle il ne peut que soumettre des propositions.

La politique sociale devrait être selon nous du ressort parlementaire, au niveau national ou européen. Or, ce sont presque toujours les autres instances européennes qui imposent leurs choix, souvent en toute opacité : Commission, Conseil européen, Conseil des ministres, Cour de justice... Le Parlement européen a malgré tout pu limiter les reculs sociaux au moment de la directive « services » (Bolkestein), s'opposer à la directive portuaire ou à l'actuel projet de directive sur le temps de travail, rejeté le 17 décembre 2008.

FOR A DEMOCRATIC EUROPE

ATTAC groups in Europe want the upcoming June 2009 European elections to be an opportunity to open a wide-ranging citizen debate and to underline the need for a complete overhaul of the European project, all the more urgent given the current social situation in the EU, and the environmental issues affecting the whole planet.

After the rejection by referendum of the Constitutional Treaty in France and Holland, European leaders drafted, almost identically, the Lisbon Treaty, which was ratified by national parliaments without consulting the population. The Irish - the only ones allowed to have a referendum - rejected the new treaty, but they will be required to vote again before the end of 2009, and that with the European Parliament's blessing. However, the Parliament that we are going to elect must guarantee respect for the people's democratically expressed opinion.

For ATTAC Europe, these elections are a good opportunity to propose bases for "another Europe": democratic, mutually supportive and ecological.

The European Parliament

The Parliament is the only EU institution that is chosen by universal suffrage, its members being elected every five years since 1979. This shows the importance of such a vote and of the public debate that the campaign can bring about.

The Parliament's power has significantly increased from one treaty to the next thanks to the extension of the codecision, however, it remains limited. The Parliament is kept out of such areas as foreign and security policy, monetary policy, the control of capital movements and custom duties. Moreover, it does not set tax rates and has not the right to legislative initiative, that belongs to the European Commission, to which the Parliament can only submit proposals.

In our view, social policy should fall within the competence of parliaments, at either the national or European level. But at present, other European bodies almost always impose their choices, often with no transparency whatsoever: the Commission, the Council of Europe, the Council of Ministers, the Court of Justice ... The European Parliament nevertheless managed to limit the social

Ces sursauts salutaires ne peuvent masquer que le Parlement, dans sa majorité actuelle, appuie les politiques néolibérales et antidémocratiques. Ainsi, en février 2008, il a voté contre un amendement proposant de respecter le résultat du référendum irlandais quel qu'il soit. Il a aussi voté plus récemment la directive dite "de la honte" sur la rétention et l'expulsion des immigrants.

Si nous sommes favorables à ce que le Parlement européen devienne, dans le cadre d'une définition stricte du principe de subsidiarité, l'instance législative principale s'agissant des compétences européennes, nous demandons que les parlements nationaux soient impliqués dans les décisions européennes, ce qui contribuera à renforcer la séparation des pouvoirs au sein de l'Union et de ses États membres.

NOS PROPOSITIONS

I. La finance

Mise au pas de la finance

Nous refusons que les conditions de vie des peuples soient soumises aux exigences de rentabilité financière des actionnaires et des spéculateurs. Attac exige l'abrogation des clauses interdisant toute restriction au mouvement des capitaux (article 63 du traité de Lisbonne, article 56 du traité de Rome consolidé) et la création d'une taxe sur toutes les transactions financières (de type taxe Tobin). Les fonds spéculatifs qui déstabilisent les marchés doivent être interdits. Nous demandons la création d'un pôle financier public couvrant l'ensemble du secteur bancaire, soumis à un contrôle démocratique en vue de répondre aux besoins économiques, sociaux et environnementaux. À cet égard, la Banque centrale européenne doit être soumise à un contrôle parlementaire, assorti d'un cahier des charges la mettant dans l'obligation de conduire une politique monétaire conforme aux besoins sociaux et supprimant l'interdiction du financement monétaire des dépenses publiques. Enfin, nous demandons un contrôle des mouvements de capitaux (y compris pour les investissements directs à l'étranger) entre l'Europe et le reste du monde, afin de les soumettre aux finalités sociales et environnementales, ainsi qu'à des objectifs de solidarité internationale.

Fermeture immédiate des paradis fiscaux

drawback of the "Services Directive" (Bolkestein), to oppose the Ports Directive and the current draft Working Time Directive, rejected on December 17, 2008.

These welcome bursts cannot hide the fact that the Parliament, with its current majority, supports neoliberal and antidemocratic policies. Thus, in February 2008, it voted against an amendment proposing to respect the outcome of the Irish referendum, whatever it turns out to be. More recently, it also voted for the so-called "Shame Directive" on the detention and expulsion of immigrants.

If we are in favour of the European Parliament becoming – as part of a strict definition of the principle of subsidiarity – the main legislative body on European matters, we also request that national governments be involved in European decisions which would contribute to reinforce the separation of powers within the Union and in its member states.

OUR PROPOSALS

I. Finance

Bringing finance into line

We reject the idea that people's lives should be subject to shareholders' and speculators' demands for financial profitability. ATTAC calls for the repeal of those clauses that prohibit any restriction on the movement of capital (article 63 of the Lisbon Treaty, article 56 of the consolidated Treaty of Rome), and for the creation of a tax on all financial transactions (e.g. the "Tobin Tax"). Speculative funds destabilizing the markets should be forbidden. We call for the creation of a public financial pole with power over the whole banking sector and subject to democratic control with a view to address economic, social and environmental needs. In this respect, the European Central Bank should be submitted to parliamentary control and mandated to adopt a monetary policy in line with social needs and suppressing the ban on the monetary financing of public spending. Finally, we request control on the movements of capital (including for direct foreign investments) between Europe and the rest of the world, in order to subject them to social and

Les juridictions *offshore*, outre un rôle bien connu dans l'évasion fiscale qui leur a valu l'appellation originale de « paradis fiscaux », sont devenues les plaques tournantes de toutes les opérations financières réalisées hors de la juridiction et du contrôle des États et des autorités financières. Attac demande aux partis politiques, aux gouvernements et à la Commission européenne de faire cesser tout transfert de capitaux de l'Union européenne à travers les paradis fiscaux et d'exiger des banques européennes, comme des entreprises dont le siège est en Europe, qu'elles rapatrient l'ensemble des activités qui échappent actuellement à tout contrôle, ceci dans une perspective de suppression des juridictions *offshore* d'exception.

II. Face à la crise : une Europe sociale

Des mesures contre la pauvreté

Des millions de pauvres, des millions de mal logés... La crise frappe dans un environnement très dégradé. Les Attac d'Europe exigent un revenu garanti permettant à chacune et chacun, quel que soit son pays, une vie décente en accédant au logement, à la santé, à l'éducation et à une alimentation équilibrée. Les droits fondamentaux, tels qu'ils sont repris dans la Convention européenne des droits de l'homme, la Charte sociale européenne et le Code européen de sécurité sociale, doivent être opposables en droit devant tous les tribunaux nationaux et européens. Ils doivent avoir la primauté sur tout autre droit, y compris celui de la concurrence. En particulier, le droit à un emploi doit être garanti.

Justice sociale et harmonisation fiscale

Forte baisse de la part des revenus du travail par rapport à ceux du capital dans la répartition de la richesse produite, explosion des inégalités sociales : voilà le bilan de vingt-cinq ans de néolibéralisme. La justice sociale nécessite *a minima* de rehausser la place du travail dans ce partage. Pour cela, les salaires doivent augmenter ; les très hauts revenus et les grandes fortunes être mis à contribution pour financer la protection sociale : systèmes de santé, retraite, assurance chômage. Il est nécessaire que l'Europe prenne des mesures d'harmonisation fiscale, et ajuste vers le haut l'imposition sur les sociétés.

Une politique de convergence sociale

L'Europe impose des critères de convergence pour les politiques économiques limitant les déficits publics. Alors que ces critères volent en éclats sous l'impact de la crise économique, il est nécessaire de mettre en place une convergence sociale pour que

environmental considerations, as well as international solidarity goals.

Immediate shutdown of tax havens

Offshore jurisdictions, in addition to their well-known role in fiscal evasion that had them originally labeled “tax havens”, became the hubs of all financial operations escaping State jurisdiction and control as well as financial authorities. ATTAC asks political parties, governments and the European Commission to stop all capital transfer from the EU through tax havens and to demand that European banks and companies with headquarters in Europe bring back all activities that currently escape control, with the suppression of exceptional offshore jurisdictions in prospect.

II. In a time of crisis: A social Europe

Measures against poverty

Millions of people are poor, millions are badly-housed ... The crisis strikes in a much degraded environment. ATTAC Europe calls for a minimum wage that would allow everyone, in any country, to lead a decent life, to have access to housing, health, education and a balanced diet. Fundamental rights – as laid down in the European Convention on Human Rights, the European Social Charter and the European Code on Social Security – must be actionable in all national and European courts. They must take precedence over all law, including competition law. In particular, the right to employment should be guaranteed.

Social justice and fiscal harmonization

Strong reduction in workers' income as compared to capital revenues in the distribution of wealth, explosion of social inequalities: here is the outcome of twenty-five years of neoliberalism. Social justice requires, at the very least, that workers have a fairer share of this wealth. To that effect, wages must increase. Very high incomes and large fortunes must contribute to the funding of social protection: health systems, retirement and unemployment benefits. Europe must take steps towards fiscal harmonization, and harmonize at the high range the taxes levied on corporations.

A policy of social convergence

Europe imposes convergence criteria to economic policy, limiting government

L'Union soit un espace de justice et de progrès social : elle doit se doter d'un budget pour combattre la pauvreté. Les fonds structurels doivent être augmentés substantiellement. Ils seront destinés non seulement aux derniers pays entrés, mais aussi au financement de mesures de convergence sociale visant l'amélioration pour tous et toutes, c'est-à-dire s'appuyant sur les droits les plus avantageux existant en Europe. Les Attac d'Europe demandent une convergence vers un salaire minimum, une harmonisation vers le haut des conditions de travail, en particulier la limitation du temps de travail, ce qui implique la refonte de la directive sur le temps de travail.

Contre la discrimination

Le traité d'Amsterdam a placé l'égalité entre les hommes et les femmes parmi les objectifs de la l'Union européenne. Mais la volonté politique manque et les déclarations des États ne suffisent pas. Les Attac d'Europe demandent une solution légalement contraignante pour supprimer l'écart de salaire qui atteint aujourd'hui une moyenne de 17,4%¹. Bien entendu, l'égalité entre les genres ne peut être atteinte sans une politique ferme de lutte contre toutes les formes de discrimination et de violence subies par les femmes.

Des services publics renforcés

Les services publics doivent couvrir l'ensemble des besoins fondamentaux : santé, éducation, accueil de la petite enfance, services aux personnes âgées ou dépendantes, justice, logement, transports, énergie, eau, communications. Pour cela, ils doivent être soustraits du droit de la concurrence. Les Attac d'Europe se joignent aux syndicats européens pour demander qu'une directive soit votée qui inclue les services publics dans le droit européen, garantisse le développement durable de leurs missions et les protège contre la marchandisation. Une politique d'investissement dans le secteur public est nécessaire face à la crise financière et aux évolutions démographiques : il faut permettre à chaque personne âgée de finir sa vie dignement et mettre en place un véritable service public de la petite enfance.

III. Une politique européenne pour limiter les effets de la crise écologique

Une politique énergétique diversifiée

L'Union européenne doit se donner les moyens de devenir une zone écologiquement

deficits. While these criteria shatter under the impact of the economic crisis, it is necessary to establish a social convergence so that the EU becomes a place for social justice and progress. The EU must have a budget to combat poverty. Structural Funds must be substantially increased. They must be allocated not only to the newest member states, but also to the financing of social convergence measures aimed at improvements for all, that is, based on the most advantageous rights existing in Europe. ATTAC groups in Europe call for convergence towards a minimum wage, a leveling up of working conditions and, in particular, a limit on working time, which requires a redrafting of the Working Time Directive.

Against discrimination

The Amsterdam treaty placed gender equity among the EU objectives. However, the political will is lacking and State declarations are not enough. ATTAC groups in Europe request a legally binding solution to suppress the salary gap that amounts nowadays to about 17.4%¹. Of course, gender equity may not be reached without a firm policy of fight against all forms of discrimination and violence suffered by women.

Stronger public services

Public services must meet all fundamental needs: health, education, child care and services for the elderly or dependent people, justice, housing, transportation, energy, water access and communications. These must therefore be removed from the law on competition. ATTAC groups in Europe join European trade unions to request that a Directive be adopted, bringing public services into European law, guaranteeing the sustainable development of their missions, and protecting them against merchandising. A public investment policy is needed to face the financial crisis and demographic evolution: every elder should be entitled to complete his or her life in dignity and a true public service for children should be established.

III. A European policy to limit the impact of the environmental crisis

A diversified energy policy

¹ <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=684&langId=fr>
<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=684&langId=en>

soutenable. Or, les objectifs de réduction de CO₂ pour 2020 sont systématiquement revus à la baisse, et ceux de réduction de consommation énergétique demeurent lettre morte. L'Union doit mettre en œuvre des politiques contraignantes pour des choix énergétiques nouveaux : économies d'énergie, priorité aux énergies renouvelables et durables. Les budgets consacrés à la recherche doivent être répartis selon ces priorités, ce qui implique d'abandonner Euratom comme premier pilier de l'Union. L'énergie nucléaire n'est pas une solution pour lutter contre le réchauffement climatique à long terme ; les déchets nucléaires restent un problème non maîtrisé. Enfin, la part des taxes environnementales doit croître, sans pour autant pénaliser les populations les plus pauvres.

Une politique du transport

Réduire les émissions de gaz à effet de serre nécessite une politique du transport qui articule les niveaux locaux, nationaux et européen. Les décisions de l'Union restent dominées par la route, alors que les mesures environnementales, dont la réduction des émissions pour les nouvelles voitures, sont sans cesse ajournées sous la pression des industriels. Au lieu de mettre en concurrence les chemins de fers nationaux partiellement privatisés, l'Europe doit développer un réseau ferroviaire public commun et désencombrer l'espace aérien.

Une autre politique agricole

Jusqu'à présent, la politique agricole commune (PAC) a presque toujours financé une agriculture intensive hautement industrialisée. Cependant, son démantèlement actuel est tout aussi condamnable, entraînant la mise en concurrence des agricultures du monde, l'instabilité des prix et détruisant l'agriculture paysanne, l'emploi et les ressources naturelles. Une politique agricole et alimentaire européenne doit pouvoir assurer des prix intérieurs stables et un revenu décent pour les paysans. En échange, les volumes de production doivent être maîtrisés et les aides réorientées en priorité vers les pratiques de production écologiques et sociales, les circuits courts et les régions les moins favorisées. Les importations d'aliments transgéniques doivent être interdites, de même que les cultures d'OGM en plein champ (seul est acceptable leur maintien en milieu strictement confiné pour des applications de recherche fondamentale ou pour des usages médicaux). À défaut, les États et les régions doivent pouvoir s'opposer aux importations et aux cultures d'OGM sur leurs sols. L'Union européenne ne saurait les leur imposer. L'article 22 de la directive 2001/18/CE, qui interdit aux États toute limitation de circulation des OGM, doit être abrogé.

IV. Démocratie en Europe

Europe must give itself the means of becoming an environmentally sustainable zone. However, CO₂ reduction goals for 2020 are being systematically revised downwards and reduced energy consumption goals are on hold. The Union should implement binding policies for new energy choices: energy saving, priority to renewable and sustainable energy. Research budgets should be allocated according to these priorities which implies the renunciation of Euratom as one of the Union pillar. Nuclear energy is not a solution to fight against long-term global warming; nuclear waste remains an out-of-control problem. Finally, the share of environmental taxes should increase, without penalizing the poorest populations.

A transportation policy

Decreasing greenhouse gas necessitates a transportation policy consolidating the local, national and European levels. Union decisions remain road-oriented, while environmental measures, including decreasing new cars emissions, are constantly postponed under industry pressure. Instead of fostering competition among national, partially privately owned, railway companies, the EU should develop a global public railway network and reduce air traffic.

A different agricultural policy

To date, the Common Agricultural Policy (CAP) has almost always financed a highly industrialized intensive agriculture. However, its current dismantling is as much condemnable, leading to a competition between world agricultures, price instability and destroying farmers' agriculture, employment and natural resources. A European agricultural and food policy must be able to ensure stable domestic prices and a decent revenue for farmers. In exchange, production volume must be controlled and support reoriented in priority towards ecological and social production practices, short routes and least favored regions. Genetically modified food imports should be banned, as well as the growing of GMOs in the open (only acceptable is their maintenance in strictly confined environment for fundamental research applications or medical usage). At least, States and regions should be entitled to oppose GMO import and growing on their lands. The EU should not impose that to them. Article 22 of Directive 2001/18/CE, forbidding the States any limitation on the circulation of GMOs, should be repealed.

IV. Democracy in Europe

Des institutions démocratiques

Les Attac d'Europe demandent la rédaction d'un nouveau texte portant sur les institutions européennes et sur leur fonctionnement, qui se substituera aux précédents traités. Rédigé par une assemblée élue démocratiquement par les citoyennes et les citoyens, et après un débat approfondi dans chacun des pays membres, il sera discuté à chacune de ses étapes par les parlements nationaux. Les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire y seront clairement séparés, et aucun système économique ne sera imposé. Ce texte sera ensuite soumis à référendum le même jour dans tous les États membres. En aucun cas, il ne pourra être imposé à un peuple qui l'aura refusé.

Transparence des lobbies

Le pouvoir des lobbies et leur opacité minent le fragile espace démocratique européen par la pression qu'ils exercent sur les décisions politiques. Il est nécessaire de contrôler strictement leurs activités : tous les lobbyistes, et *a fortiori* les experts appelés à participer aux groupes de travail de la Commission, doivent être identifiés, en même temps que la nature de leur lobbying, le donneur d'ordre qui les supporte et le budget précis attribué à leur activité, le tout dans un registre obligatoire et public. Des règles sont également nécessaires pour supprimer la pratique du « pantouflage », qui permet à des fonctionnaires européens et à d'anciens commissaires de vendre au secteur privé leur expérience et leur carnet d'adresses.

Justice linguistique

La diversité linguistique de l'Europe est une richesse importante, qui ne doit pas constituer un obstacle au développement de débats entre nations. Les langues officielles des pays membres doivent toutes avoir le même statut. Dans un souci évident de démocratie et d'égalité entre les citoyens, il est indispensable que l'ensemble des documents officiels soient traduits dans les vingt-trois langues de l'Union.

V. Une politique extérieure équitable

Des échanges commerciaux encadrés

Le droit du commerce, y compris au sein de l'Union européenne, doit être subordonné au respect de normes sociales et écologiques. Dans ce sens, l'Union doit s'opposer aux négociations en cours à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) – dont l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) – et promouvoir une organisation des échanges profondément renouvelée, basée sur la solidarité, la satisfaction des besoins

Democratic institutions

ATTAC groups in Europe call for a new document on European institutions and their functioning, to replace preceding treaties. Drafted by an assembly democratically elected by citizens and following in-depth debate in each member state, it will be discussed by national parliaments at each stage. Legislative, executive and judicial powers will be clearly separated and no economic system will be imposed. This document will then be put to referendum on the same day in all member states. Under no circumstances would the new document be imposed on a country whose people have voted against it.

Transparency of lobbies

The power of lobbies and their opacity undermine the fragile European democratical space by the pressures they exert on political decisions. It is necessary to strictly control their activities: all lobbyists and, all the more, experts called to participate in the Commission Working Groups, must be identified, together with the nature of their lobbying activities and the precise budget allocated to their activities, in obligatory and public register. Rules are also necessary to suppress the practice of “revolving door” that allows European officials and former commissioners to sell to the private sector their expertise and contacts.

Linguistic justice

The European linguistic diversity is an important wealth which should not constitute an obstacle to the development of debates among nations. Official Member State languages should all benefit from the same status. With obvious concerns for democracy and equality among citizens, it is essential that all official documents be translated in the Union twenty-three languages.

V. A fair foreign policy

A framework for trade

Trade law, including within the EU, must be subordinate to the respect of

sociaux et la préservation de l'environnement.

L'Union renoncera à imposer aux pays les plus pauvres, au nom d'un libre-échange qui ne profite qu'aux plus forts, des accords de partenariat économique (APE) extrêmement déséquilibrés. À la place, elle défendra le principe de souveraineté alimentaire, qui permet aux populations, au Nord comme au Sud, de définir leurs propres politiques alimentaires et agricoles. Elle cessera les subventions aux exportations alimentaires afin de ne pas détruire les agricultures des pays pauvres. Elle négociera avec ceux-ci des accords de véritable coopération, sans lesquels toute préférence communautaire se révélerait à leur égard aussi préjudiciable que le libre-échange.

L'Union européenne favorisera les expériences de commerce équitable menées par les associations et les réseaux de producteurs et de consommateurs dont les actions s'inscrivent dans l'économie solidaire, visant à assurer un prix juste pour les uns et les autres, ainsi qu'à respecter les conditions de travail et l'environnement.

Solidarité internationale

L'Union européenne doit mener une politique migratoire respectueuse des droits de l'homme et conforme aux conventions internationales. Ce qui implique d'assurer le droit d'asile, de fermer les centres de rétention, d'abroger la directive « retour » (dite directive de la honte), d'élargir la citoyenneté européenne à tous les résidents et, plus généralement, d'en finir avec la construction de l'Europe forteresse.

La dette extérieure de tous les pays pauvres doit être abolie par l'Union européenne et ses États membres, et l'aide au développement portée au moins à 0,7% du PIB européen, conformément aux engagements pris aux Nations unies.

Le récent élargissement des missions militaires sous l'égide de l'UE est en contradiction avec les traités existants et avec une Europe vue comme projet pour la paix. L'UE jouera un rôle actif dans le désarmement mondial et refusera toute utilisation ou production d'armes nucléaires et d'armes de destruction massive, ainsi que l'usage de la torture. Sa politique de défense doit être indépendante de l'OTAN.

social and environmental norms. To that effect, the EU should oppose current WTO negotiations – including the General Agreement on Trade in Services (GATS) – and promote a fundamentally new organization of trade, based on solidarity, the satisfaction of social needs and environmental conservation.

The EU will give up imposing on the poorest countries - in the name of a free trade that benefits only the strongest - extremely unbalanced Economic Partnership Agreements (EPA). Instead, the EU will defend the principle of food sovereignty allowing people both in the North and the South to define their own food and agriculture policies. It will cease subsidies to food exports in order not to destroy agriculture in poor countries. It will negotiate genuine cooperation agreements with these countries without which any community preference would turn out to be as prejudicial as free trade.

The EU will support fair trade experiments conducted by associations and networks of producers and consumers, the actions of which are in the scope of fair economy, aimed at ensuring fair prices for both and at respecting work and environmental conditions.

International solidarity

The EU must adopt a migration policy respecting human rights and in line with international conventions. That implies ensuring the right to asylum, closing detention centers, repealing the "Return Directive" (the so-called "Shame Directive"), extending European citizenship to all residents and, more generally, stopping with the construction of a European fortress.

The foreign debt of all poor countries must be written-off by the EU and its member States, and development aid brought up to at least 0.7% of the European GDP, in line with commitments made at the United Nations.

The recent expansion of military missions under the aegis of the EU is in contradiction with existing treaties and with a Europe seen as a project for peace. The EU will play an active role in world disarmament and will refuse all use or production of nuclear weapons and of weapons of mass destruction, as well as the use of torture. The EU's defence policy must be independent from the NATO.